



**SAHAM**  
Life Insurance | Cameroon

member of  **Sanlam** group



# **SUPER MIXTE**

# ***SUPER ENDOWMENT***

**CONDITIONS GENERALES**

***GENERAL CONDITIONS***



**SAHAM**  
Life Insurance | Cameroon  
member of Sanlam group

**SUPER MIXTE  
ALL LIFE**

**SUPER ENDOWMENT  
INSURANCE POLICY**

**CONDITIONS GENERALES**

**GENERAL CONDITIONS**

Joindre copie de la proposition, Conditions particulières, et Contrats Supplémentaires.  
*Attach copy of Application, Special Provisions, and Supplementary Contract, if any.*

**AVENANTS**

(Réservé à la Compagnie Exclusivement)

**ENDORSEMENTS**

(to be made by Company only)

- LA CASE COCHEE INDIQUE LE MOTIF DE L'AVENANT  
(Checkmark indicates the reason for endorsement)
- 
- MONTANT DE L'INDEMNITE HOSPITALISATION REDUIT A.....POUR PRIME INSUFISANTE.  
*Hospitalisation indemnity amount reduced to .....on account of insufficient premiums.*
- INDEMNITE D'ACCIDENT NON ACCORDEE A CAUSE DE LA PROFESSION  
*Accidental indemnity not granted on account of occupation*
- SURPRIME SUR LE CONTRAT ACCIDENT DU FAIT DE LA PROFESSION.  
*Accidental indemnity rated on account of occupation.*
- SURPRIME SUR LA POLICE-VIE DU FAIT DE L'ETAT PHYSIQUE.  
*Life rated on account of present physical conditions.*
- MONTANT NOMINAL DE L'ASSURANCE REDUIT A.....POUR PRIME INSUFISANTE.  
*Basic Plan Face Amount to ..... on account of insufficient premiums.*
- MONTANT NÓMINAL DE L'ASSURANCE AUGMENTE A.....  
*Basic Plan Face Amount increased to .....*

## SUPER MIXTE ALL LIFE CONDITIONS GENERALES

Le contrat "Super mixte all life" est un contrat qui permet à l'assuré de se constituer un complément de retraite ou un capital de fin de carrière tout en étant garanti en cas de décès prématuré ou d'invalidité totale et permanente.

### ARTICLE 1 : BASES JURIDIQUES

Le contrat est régi par le code des assurances CIMA (code CIMA), les présentes conditions générales et les conditions particulières qui s'y rattachent.

L'assuré ainsi que le contractant sont tenus de répondre avec exactitude aux questions de l'assureur, afin de lui permettre d'évaluer au mieux le risque qu'il prend en accordant sa garantie.

Toute fausse déclaration intentionnelle ou toute réticence à informer l'assureur de la part de l'assuré ou du contractant, entraîne la nullité du contrat. (cf. Article 18 et 80 du code CIMA).

### ARTICLE 2 : DEFINITIONS

Les termes ci-après définis seront utilisés et considérés selon leur sens retenu par le présent article.

**LE CONTRACTANT**, encore appelé souscripteur, est la personne qui signe le contrat et qui s'engage à payer les primes.

**L'ASSURE** ou tête assurée est la personne sur la tête de laquelle repose le risque pris par l'assureur.

Le contractant et l'assuré peuvent être, soit des personnes différentes, soit une seule et même personne. Au cas où le contractant diffère de l'assuré, le consentement par écrit de ce dernier est nécessaire à la validité du contrat.

**LE BENEFICIAIRE** est la personne désignée par le contrat pour percevoir les sommes assurées en cas de décès de l'assuré ou l'assuré lui-même en cas de survie au terme du contrat.

**LE DECES** est la mort dûment constatée par les autorités civiles et médicales compétentes.

## SUPER ENDOWMENT INSURANCE POLICY GENERAL CONDITIONS

*(Where applicable, all masculine gender references shall read as feminine gender).*

The "SUPER ENDOWMENT INSURANCE POLICY" is a contract which permits the insured person to constitute a complementary retirement benefit or to build an end of career capital while benefiting from coverage in the case of unexpected death or permanent and total disability.

### ARTICLE 1 : LEGAL BASIS

The present contract shall be governed by the code des assurances des Etats Membres de la CIMA (CIMA CODE), notably by book one thereof, and by the present general conditions as well as the special provisions attached hereto.

The policy holder and insured are obliged to answer with precision all questions requested by the insurer to permit the later to underwrite the risk.

Any intentional misrepresentation or reticence or omission by the insurer shall lead to nullity of the contract (cf article 18 and 80 of the cima code)

### ARTICLE 2 : DEFINITIONS

The terms defined hereinafter shall be used and considered according to their meaning as stipulated in this article.

**POLICYHOLDER OR APPLICANT** : This shall be the person who signs the contract and accepts to pay the premiums :

**INSURED PERSON (S) (INSURED)**: This (these) shall be the person (s) upon whose life the insurance depends.

The policyowner and the insured can be different or can be one and same person. Where the insured is different from the policy owner, a written consent of the insured is necessary for the contract to be valid.

**BENEFICIARY (BENEFICIARIES)** : This (these) shall be the person (s) designated by the contract to claim the insurance proceeds in case of death of the insured person (s) or the insured himself, if living , at maturity of the contract ;

**DEATH** : This shall constitute duly established death by qualified civil and medical authorities :

**L'INVALIDITE** résulte d'une maladie ou d'un accident. Elle est reconnue permanente et totale dès lors qu'il est prouvé médicalement que l'assuré est dans l'impossibilité absolue et présumée définitive de se livrer à un travail quelconque lui procurant gain ou profit et que l'assistance d'une tierce personne lui est nécessaire pour accomplir les actes ordinaires de la vie quotidienne. Est considérée en outre comme PERMANENTE et TOTALE toute INVALIDITE qui résulte d'un accident et dont le taux est au moins égal à 66%, taux évalué conformément au barème indicatif du code CIMA.

**L'ACCIDENT** est toute atteinte corporelle non intentionnelle de la part de l'assuré, qui provient de l'action soudaine d'une cause extérieure.

### ARTICLE 3 : EFFET DU CONTRAT- RENONCIATION

Le contrat prend effet après la signature de la police et le paiement de la première prime, à condition que le ou les assurés soient vivants au moment de ce paiement.

La garantie décès est acquise dès la prise d'effet du contrat et cesse automatiquement dès que l'assuré a atteint un âge limite de 60 ans.

Tout contractant qui a signé une proposition d'assurance ou sa police a la faculté d'y renoncer par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout autre moyen équivalent faisant foi dans un délai de trente jours à compter de la date de paiement de la première prime. La renonciation entraîne la restitution de la prime versée moins le coût de la police. (Article 65 du code des assurances).

### ARTICLE 4 : OBJET DE L'ASSURANCE

La compagnie garantit :

En cas de vie de l'assuré au terme du contrat, le paiement sous forme de capital ou de rente viagère ou certaine, le montant atteint par le compte d'accumulation.

En cas de décès ou d'invalidité permanente et totale (IPT) de l'assuré avant le terme du contrat, le paiement au bénéficiaire d'un capital décès tel qu'il est prévu aux conditions particulières, augmenté de la valeur du compte d'accumulation évalué à la date du décès. La durée maximale de la garantie décès est de 10 ans.

**DISABILITY** shall result from sickness or an accident. Disability is considered permanent and total where it is medically proven that the insured is in complete and presumed definite inability to engage in any gainful or profitable business and that the assistance of a third party is required to enable him carry out normal daily activities.

PERMANENT AND TOTAL DISABILITY shall also be any disability resulting from an accident, the level of which is not less than 66%. This level shall be determined in conformity with the indicative scale of the CIMA CODE.

**AN ACCIDENT** shall be any unintentional bodily injury of the insured inflicted by a sudden effect of external force.

### ARTICLE 3 : EFFECTIVE DATE OF THE CONTRACT-RENUNCIATION

The contract shall take effect after signature of the insurance policy and payment of the first premium provided the insured person (s) is (are) alive at the time of payment.

Death coverage shall be acquired immediately after the effective date of the policy and shall cease automatically when the insured reaches an age limit of 60 years.

Any applicant, who has signed the application form may renounce it by registered mail with acknowledgement of receipt or any other similar means. The renunciation entails the restitution of the premium paid less cost of the policy, provided this done within 30 days of the date of the first premium paid (Article 65 of the Insurance code).

### ARTICLE 4 : PURPOSE OF THE CONTRACT

The company shall undertake :

In case the insured is living at maturity of the contract, to pay in the form of capital or life or fixed annuities the amount attained in the accumulation account.

In the case of death or permanent and total disability (PTD) of the insured before the maturity of the contract, to pay to the beneficiary, a death capital and the value of the accumulation account calculated from the date of the death as specified under special conditions or endorsements. The death benefit coverage runs for a maximum period of ten years.

La garantie de l'IPT ne joue plus si la preuve médicale de l'IPT survient postérieurement à la date d'expiration de l'année d'assurance au cours de laquelle l'assuré a atteint son 60<sup>e</sup> anniversaire.

## ARTICLE 5 : RISQUES COUVERTS ET RISQUES EXCLUS

### 1- LE RISQUE DE DECES:

TOUS LES RISQUES DE DECES SONT COUVERTS A L'EXCEPTION DES RISQUES EXCLUS PAR LE CODE CIMA ET DES RISQUES SUIVANTS :

#### A . SUICIDE

LA COMPAGNIE GARANTIT LE DECES PAR SUICIDE, A L'EXCEPTION TOUTEFOIS, DU SUICIDE VOLONTAIRE ET CONSCIENT DE L'ASSURE SURVENU AU COURS DES DEUX PREMIERES ANNEES QUI SUIVENT LA SOUSCRIPTION OU LA REMISE EN VIGUEUR DU CONTRAT.

#### B . GUERRE ETRANGERE :

EN CAS DE GUERRE ETRANGERE, LES GARANTIES DU CONTRAT N'AURONT D'EFFET QUE DANS LES CONDITIONS A DETERMINER PAR LA LEGISLATION EN MATIERE D'ASSURANCE SUR LA VIE EN TEMPS DE GUERRE.

### 2- LE RISQUE D'INCAPACITE PERMANENTE ET TOTALE.

LA GARANTIE I.P.T. S'EXERCE SUR LES CONSEQUENCES DES AFFECTIONS ET INFIRMITES DONT LA PREMIERE CONSTATATION MEDICALE EST POSTERIEURE A LA SOUSCRIPTION DU CONTRAT. ELLE S'EXERCE, EGALEMENT, SUR LES CONSEQUENCES DES AFFECTIONS SURVENUES DANS LE PASSE, QUI N'ONT PAS FAIT L'OBJET DE CONSULTATION OU DE TRAITEMENT MEDICAL DANS LES CINQ (5) ANS QUI ONT PRECEDE LA SOUSCRIPTION.

L'IPT ETANT ASSIMILEE AU DECES, FAIT L'OBJET DES MEMES EXCLUSIONS QUE LA GARANTIE DES DECES.

The permanent and total disability coverage shall no longer be enforceable where medical proof of permanent and total disability is provided after the expiry of the insurance year during which the insured reached his 60th birthday.

## ARTICLE 5 : RISKS COVERED AND RISKS EXCLUDED

### 1. RISK OF DEATH

ALL RISKS OF DEATH SHALL BE COVERED EXCEPT FOR RISK EXCLUDED BY THE CIMA CODE AND THE FOLLOWING RISKS :

#### A - SUICIDE

THE COMPANY SHALL COVER DEATH BY SUICIDE BUT NOT SUICIDE THAT OCCURS WITHIN THE FIRST 2 YEARS FOLLOWING THE SUBSCRIPTION OR THE REINSTATEMENT OF THE CONTRACT. WHERE THE INSURED VOLUNTARILY AND CONSCIOUSLY COMMITTED SUICIDE DURING THE TIME LIMIT STATED ABOVE OR WHERE THE CONTRACT EXCLUDES DEATH COVERAGE BY REASON OF THE LATTER. THE COMPANY SHALL PAY THE CONTRACTING PARTY AN AMOUNT EQUAL TO THE MATHEMATICAL RESERVE OF THE CONTRACT.

#### B - FOREIGN WAR

IN THE EVENT OF FOREIGN WAR, COVERAGE FOR THE POLICY SHALL BE ENFORCEABLE ONLY UNDER THE CONDITIONS APPLICABLE BY LEGISLATIONS GOVERNING LIFE INSURANCE IN TIMES OF WAR.

### PERMANENT AND TOTAL DISABILITY RISKS

PERMANENT AND TOTAL DISABILITY COVERAGE SHALL EXTEND TO EFFECT OF AILMENTS AND DISABILITY PRE-EXISTING AT THE SUBSCRIPTION OF THE CONTRACT. THIS IS ALSO APPLICABLE TO AILMENTS CONTRACTED IN THE PAST FOR WHICH CONSULTATION OR MEDICAL TREATMENT WAS NOT OBTAINED WITHIN 5 YEARS PRECEDING THE SUBSCRIPTION.

TOTAL AND PERMANENT DISABILITY ASSIMILATED TO DEATH AND DEATH BENEFITS SHALL ALSO BE EXCLUDED.



IN ADDITION, BENEFITS SHALL NOT BE DUE :

WHERE DISABILITY SHALL RESULT FROM AN ACCIDENT OR SICKNESS PRIOR TO THE SUBSCRIPTION OF THE POLICY AND FOR WHICH MEDICAL CONSULTATION OR TREATMENT WAS MADE WITHIN THE 5 YEARS PRECEDING THE SUBSCRIPTION, PROVIDED, THE SAID SICKNESS OR ACCIDENT DECLARED IN THE MEDICAL QUESTIONNAIRE WAS NOT SUBJECT TO THE EXCLUSION SERVED TO THE CONTRACTING PARTY.

WHERE DISABILITY SHALL BE A CONSEQUENCE OF OSTEO-ARTICULAR AND NEO-PSYCHIATRIC AILMENTS WHICH OCCURS AT A DATE PRIOR TO SUBSCRIPTION OF THE POLICY PROVIDED, THE SAID SICKNESS SHALL BE DECLARED AT SUBSCRIPTION AND NOT EXCLUDED UNDER SPECIAL PROVISIONS.

WHERE DISABILITY SHALL BE CAUSED BY THE INSURED HIMSELF OR BY A BENEFICIARY OF THE INSURANCE POLICY WHERE DISABILITY SHALL BE AS A RESULT OF DRUNKENNESS OR USE OF DRUGS SUCH AS MORPHINE COCAINE AND ANALOGOUS SUBSTANCES.

WHERE DISABILITY SHALL BE AS RESULT OF CAVING ACTIVITIES, MOUNTAIN CLIMBING (WITHOUT AUTHORISED GUIDE), PARTICIPATION AS A COMPETITOR IN BOXING, JUDO, JIU-JITSU, GRAECO-ROMAN WRESTLING TOURNAMENTS OR OTHER SPORTING ACTIVITIES REQUIRING SELF DEFENCE, AS A COMPETITOR OR TRAINER IN SPORT COMPETITIONS OR REPARATORY TEST THERETO, INVOLVING ANY TYPE OF MOTOR VEHICLE, OF A CYCLONE, EARTHQUAKE, A VOLCANIC ERUPTION, A FLOOD NATURAL GAS ERUPTION OR ANY NATURAL DISASTERS, OF CIVIL OR FOREIGN WAR, ACTIVE PARTICIPATION OF THE INSURED IN STRIKES, RIOTS, POPULAR MOVEMENTS, FREE FOR ALL FIGHTS (EXCEPT IN SELF DEFENCE) OR CRIME OF ILLICIT POSSESSION AND VOLUNTARY MANIPULATION OF WAR DEVICES BY THE INSURED, OF THE EXPLOSION OF DEVICES OR PARTS THERE OF DESTINED TO EXPLODE BY MODIFICATION OF THE NUCLEUS OF THE ATOM, IONISING RADIATION EMITTED SUDDENLY AND FORTUITOUSLY BY NUCLEAR COMBUSTIBLES OR BY RADIOACTIVE PRODUCT OR WASTE FROM NUCLEAR REACTORS OR HAVING CONTAMINATED

EN OUTRE, LES PRESTATIONS NE SONT PAS DUES :

- LORSQU'UNE MALADIE ANTERIEURE A LA SOUSCRIPTION DU CONTRAT, ET AVANT FAIT L'OBJET D'UNE CONSULTATION OU DE TRAITEMENT MEDICAL DANS LES CINQ ANS QUI ONT PRECEDE LA SOUSCRIPTION, A MOINS QUE CETTE MALADIE OU ACCIDENT, DECLAREE AU QUESTIONNAIRE MEDICAL, N'AIT PAS FAIT L'OBJET D'UNE EXCLUSION NOTIFIEE AU CONTRACTANT.

- LORSQUE L'INVALIDITE EST DUE AUX CONSEQUENCES DE MALADIES DE TYPE OSTEO-ARTICULAIRE ET NEUROPSYCHIATRIQUES QUI SE SONT MANIFESTEES A UNE DATE QUELCONQUE ANTERIEURE A LA SOUSCRIPTION DU CONTRAT, A MOINS QUE CES MALADIES AIENT ETE DECLAREES A LA SOUSCRIPTION ET N'AIENT FAIT L'OBJET D'AUCUNE EXCLUSION.

- LORSQUE L'INVALIDITE A ETE PROVOQUEE PAR L'ASSURE LUI-MEME OU LE BENEFICIAIRE DE LA POLICE. LORSQUE L'INVALIDITE RESULTE D'ABUS D'ALCOOL OU DE STUPEFIANTS TELS QUE : MORPHINE, COCAINES ET SUBSTANCES ANALOGUES.

- LORSQUE L'INVALIDITE RESULTE DE LA PARTICIPATION DE L'ASSURE A DES EXPEDITIONS SPELEOLOGIQUES OU A DES ASCENSIONS (SANS GUIDE AUTORISE) DE HAUTS SOMMETS, EN TANT QUE CONCURRENTS A DES COMPETITIONS DE BOXE DE JIU-JITSU, JUDO, PANGACE OU AUTRE SPORT DE DEFENCE EN TANT QUE CONCURRENT OU ENTRAINEUR A DES COMPETITIONS SPORTIVES OU A LEURS ESSAIS PREPARATOIRES COMPORTANT L'UTILISATION DE VEHICULES QUELCONQUES A MOTEUR : D'UN CYCLONE, D'UN TREMBLEMENT DE TERRE, D'UNE ERUPTION VOLCANIQUE, D'UNE INONDATION, D'UN RAZ MARRE OU AUTRES CATASTROPHES ; DE FAIT DE GUERRE (SAUF CAS DE LEGITIME DEFENSE), OU DE CRIME, DE LA DETENTION ILLICITE ET DE LA MANIPULATION VOLONTAIRE D'ENGIN DESTINE A EXPLOSER PAR SUITE DE TRANSMUTATION DU NOYAU D'ATOME ;

DES RADIATIONS LONISANTES EMIS DE FACONS SOUDAINE ET FORTUITE PAR DES COMBUSTIBLES NUCLEAIRES OU PAR DES PRODUITS OU DECHETS RADIO-ACTIFS PROVENANT DE REACTEURS, ET AYANT CONTAMINE LES ALENTOURS DE SOURCE D'EMISSION (QUE CELLE-CI SOIT FIXE OU EN DEPLACEMENT) A TEL POINT QUE DANS UN RAYON DE PLUS D'UN KILOMETRE, L'INTENSITE DE RAYONNEMENT MESUREE AU SOL, 24 HEURES APRES L'EMISSION, DEPASSE 1 ROENTGEN PAR HEURE; DE TOUTES AUTRES RADIATIONS IONISANTES AUXQUELLES LES VICTIMES SERAIENT EXPOSEES, FUT-CE PAR INTERMITTENCE OU EN RAISON ET AU COURS DE LEUR ACTIVITE PROFESSIONNELLE HABITUEL.

#### ARTICLE 6 : LE COMPTE ACCUMULATION

Le compte d'accumulation à une date donnée est constitué par sa valeur au 31 décembre de l'exercice précédent, valeur nulle pendant la première année, toujours créditrice durant la vie du contrat.

Il est crédité par :

- La somme des primes versées depuis le début de l'exercice en cours.

-Les intérêts techniques à la date considérée, revenant au compte d'accumulation pour sa valeur acquise depuis le 31 décembre de l'exercice précédent ;

-Les intérêts techniques sur le paiement des primes depuis le début de l'exercice en cours (date de valeur = date de versement) :

La participation aux bénéfices revenant au contrat dans la période considérée.

Cette participation aux bénéfices est réalisée conformément aux dispositions du code des assurances (CODE CIMA) et aux délibérations du conseil d'administration de la compagnie. Ces bénéfices sont répartis au contrat proportionnellement aux valeurs des comptes d'accumulation au 31 décembre de l'exercice précédent.

Ces bénéfices sont définis conformément à l'article 16 du présent contrat.

THE IMMEDIATE VICINITY OF THE SOURCE (WHETHER FIXED OR IN MOTION) SUCH THAT WITHIN A RADIUS OF MORE THAN ONE KILOMETER.

THE INTENSITY OR RADIATION MEASURED 1 ROENTGEN PER HOUR AT GROUND LEVEL 24 HOURS AFTER THE RADIATION, OF ALL OTHER IONISING RADIATION TO WHICH VICTIMS SHALL BE EXPOSED EITHER INTERMITTENTLY OR AS A RESULT OF AND DURING THEIR HABITUAL PROFESSIONAL ACTIVITIES.

#### ARTICLE 6: ACCUMULATION ACCOUNT.

Accumulation account at given date shall be constituted by its value at 31 December of the preceding financial year. Though nil during the first year, the value shall be credited during the life time of the policy-holder for the duration of the contract.

It shall be credited by :

-The sum of premiums less taxes and charges paid from the current financial year.

-The technical interest at the considered date payable to the accumulation account for value acquired from 31 December of the preceding financial year.

-The technical interest on the payment of premium from the beginning of the current financial year (Date of value = Date of payment or deposit).

Participation in dividends shall be payable to the policy within the period under consideration :

The participation in dividends shall be made in conformity with the provisions of the CIMA CODE and by the deliberation of the board of directors of the company. Benefits shall be distributed to policies in proportion to the value of the accumulation account as at 31 December of the preceding financial year.

The benefits shall be made in conformity will article 16 of the present contract.

Il est débité par :

-La prime éventuelle de la garantie décès IPT pour la période considérée depuis la dernière date d'anniversaire :

-Les charges pour frais d'acquisition et de gestion :

A chaque fin d'exercice, la compagnie adresse au contractant un état qui retrace les mouvements du compte pendant l'année dont le nombre et le montant des cotisations dues et payées.

Lorsque le contrat est transformé, la société envoie au contractant les nouvelles conditions particulières s'y appliquant dès la prise d'effet de chaque transformation.

#### ARTICLE 7 : PAIEMENT DES PRIMES

Les primes sont payables annuellement jusqu'à la date fixée aux conditions particulières.

Les primes doivent être payées d'avance en espèce, par chèque, par prélèvement à la source chez l'employeur ou sur compte bancaire ou postal. Elles peuvent être mensuelles, trimestrielles, ou semestrielles moyennant des frais. Le contractant a la possibilité à tout moment d'augmenter sa prime ou de verser une prime unique supplémentaire dans les conditions prévues à l'article 8 ci-dessous.

Toutefois, une diminution de prime ou une modification de couverture décès ne peut s'effectuer qu'à la date anniversaire du contrat.

L'assuré qui ne désire plus alimenter son compte d'accumulation, devra en aviser la société suffisamment tôt pour que le prélèvement automatique ne soit plus effectué.

Toutefois, ce paiement cesse :

a) Au décès de l'assuré, s'il survient avant la date fixée aux conditions particulières :

b) A la date d'exigibilité du capital en cas d'I.P.T. de l'assuré, si cette date d'exigibilité est antérieure à la date fixée aux conditions particulières.

#### ARTICLE 8 : LIEU DE PAIEMENT DES PRIMES INFORMATION DES ASSURES

La prime est payable au siège social de la compagnie, ou dans ses bureaux et délégations.

It shall be debited by :

-The subsequent premium and charges for the death/permanent and total disability coverage for the period under consideration since the last anniversary date :

-Charges for acquisition and management.

At the end of the financial year at the request of the client, the company shall send to the contracting party a statement of account for the year including the number and amount of contribution due and paid.

Where the policy is transformed, the company shall send to the contracting party the new special provision applicable thereto upon entry into effect of each transformation.

#### ARTICLE 7 : PAYMENT OF PREMIUMS

Premium shall be paid annually up to the date laid down under special provisions.

Premiums shall be paid in advance and in cash, by cheque, by deduction at source from the employer or a bank or postal saving account. They may be monthly, quarterly or half yearly with the attendant charges. The contracting party shall have the right at all moments to increase his/her premium or to pay a supplementary single premium in addition to the conditions laid down in article 8 hereunder.

However, a reduction of premiums or modification of death insurance shall be made only at the anniversary date of the contract.

Insured person (s) no longer desiring to make payments into his accumulation account shall inform the company in good time for automatic deductions to cease.

However, the said payment shall cease :

a) Upon the death of the insured, where death shall occur prior to the date laid down under special provisions.

b) At the due date of the capital in the event of permanent and total disability of the insured if the due date is prior to the date laid down under special provisions.

#### ARTICLE 8 : PLACE OF PAYMENT OF PREMIUMS - INFORMATION OF THE INSURED

Premiums shall be payable at the head office of the company or at its offices or delegations as laid down under special provisions.

Elles peuvent également être payées contre reçu chez toute personne ayant reçu mandat expresse d'encaisser les primes pour le compte de la compagnie.

A la dernière adresse connue, la Compagnie fait tenir au souscripteur à la fin de chaque exercice les informations mentionnées à l'article 75 du code CIMA, aussi longtemps que le contrat donne lieu à paiement de primes.

Pour les contrats ne donnant plus lieu à paiement de primes, elles sont communiquées aux contractants qui en font la demande.

#### **ARTICLE 9 : LE NON PAIEMENT DES PRIMES – MISE EN DEMEURE**

Aux dates d'échéance des primes, prévues aux conditions particulières, le coût de la garantie décès est déduit de la prime. Dans le cas où la prime n'est pas payée :

**AVANT DEUX (2) ANS : LE CONTRAT N'A AUCUNE VALEUR DE RACHAT NI DE REDUCTION LORSQU'UN MINIMUM DE DEUX ANNEES DE PRIMES OU 15% DU CUMUL DES PRIMES PREVUES AU CONTRAT A LA SOUSCRIPTION N'ONT PAS ETE PAYEES.**

##### **MISE EN DEMEURE :**

EN CAS DE NON PAIEMENT DE LA PRIME, LA COMPAGNIE ADRESSE UNE LETTRE RECOMMANDEE INFORMANT LE CONTRACTANT QU'A L'EXPIRATION D'UN DELAI DE 40 JOURS, A DATER DE L'ENVOI DE CETTE LETTRE, LE DEF AUT DE PAIEMENT DES PRIMES ECHUES, AINSI QUE LES PRIMES EVENTUELLEMENT VENUES A ECHEANCE AU COURS DUDIT DELAI, ENTRAINE LA RESILIATION DU CONTRAT. ARTICLE 73 DU CODE CIMA.

**APRES DEUX (2) ANS : LE CONTRAT A UNE VALEUR DE RACHAT OU DE REDUCTION APRES PAIEMENT DE DEUX (2) ANNEES DE PRIMES OU 15% DU CUMUL DES PRIMES PREVUES AU CONTRAT A LA SOUSCRIPTION.**

##### **MISE EN DEMEURE :**

EN CAS DE NON PAIEMENT DE LA PRIME, LA COMPAGNIE ADRESSE UNE LETTRE RECOMMANDEE INFORMANT LE CONTRACTANT QU'A L'EXPIRATION D'UN DELAI DE QUARANTE (40) JOURS, A DATER DE L'ENVOI DE CETTE LETTRE, LE DEF AUT DE PAIEMENT DES PRIMES ECHUES, AINSI QUE DES PRIMES EVENTUELLEMENT VENUES A ECHEANCE AU COURS DUDIT DELAI, ENTRAINE SOIT LA RESILIATION SOIT LA MISE EN REDUCTION DU CONTRAT. ARTICLES 73 ET 74 DU CODE CIMA.

LA GARANTIE DECES CESSE DANS TOUS LES CAS.

Premiums may also be paid to any person authorised to collect premiums on behalf of the company.

The company shall make available to the policy holder at his/her last known address every end of the year, all information concerning his/her policy in conformity with article 75 of the cima code. This shall be done where the policies shall remain in force.

For contracts not in force, the insurer is only obliged to communicate information on the policy at the request of the policy holder

#### **ARTICLE 9 : DEFAULT OF PAYMENT OF PREMIUMS**

At the due dates of premiums laid down under special conditions, the cost of coverage for death shall be deducted from the premium if it has been collected. In case where the premium is not paid :

**BEFORE TWO (2) YEARS : THE POLICY HAS NEITHER CASH SURRENDER VALUE NOR REDUCTION VALUE, WHEN AT LEAST TWO YEARS PREMIUMS OR 15% OF THE TOTAL AMOUNT OF PREMIUM PROVIDED FOR IN THE POLICY AT SUBSCRIPTION, HAVE NOT BEEN PAID :**

IN CASE OF NON PAYMENT OF PREMIUM, THE COMPANY SHALL ADDRESS A REGISTERED LETTER TO THE POLICYHOLDER INFORMING HIM AT THE EXPIRY OF 40 DAYS WITH EFFECT FROM THE DISPATCHING OF THE LETTER, DEFAULT OF PAYMENT OF THE DUE PREMIUM AND SUBSEQUENT PREMIUMS DUE DURING THE SAID PERIOD, SHALL LEAD TO THE TERMINATION OF THE CONTRACT. – ARTICLE 73 of the CIMA Code.

**AFTER TWO (2) YEARS : THE POLICY HAS A SURRENDER VALUE AND A REDUCTION VALUE, AFTER PAYMENT OF TWO YEARS PREMIUMS OR 15% OF THE TOTAL AMOUNT OF PREMIUM PROVIDED FOR IN THE POLICY AT SUBSCRIPTION**

IN CASE OF NON PAYMENT OF PREMIUM, THE COMPANY WILL ADDRESS A REGISTERED MAIL NOTIFYING THE POLICYHOLDER THAT AT THE EXPIRY OF 40 DAYS WITH EFFECT FROM THE DISPATCHING OF THE LETTER, DEFAULT OF PAYMENT OF THE DUE PREMIUMS AND SUBSEQUENT PREMIUMS DUE DURING THE SAID PERIOD, SHALL LEAD EITHER TO THE TERMINATION OF THE CONTRACT OR REDUCTION OF THE CONTRACT. ARTICLES 73 and 74 of the CIMA Code.

DEATH COVERAGE CEASES IN BOTH CASES.

**ARTICLE 10 : RESILIATION**

SI LE MINIMUM DE DEUX (2) ANNEES DE PRIMES OU 15% DU CUMUL DES PRIMES PREVUES AU CONTRAT A LA SOUSCRIPTION N'A PAS ETE ACQUITTE INTEGRALEMENT, LE CONTRAT EST RESILIE ET LES PRIMES PAYEES SONT ACQUISES A LA COMPAGNIE. IL Y A DES LORS, CESSATION DE TOUTES LES GARANTIES ET LE CONTRAT PERD, EN PARTICULIER TOUT DROIT A LA PARTICIPATION AUX BENEFICES. AUCUNE SOMME D'ARGENT N'EST VERSEE AU CONTRACTANT.

**ARTICLE 11 : REDUCTION**

APRES PAIEMENT DE DEUX ANNEES DE PRIMES OU DE 15% DU CUMUL DES PRIMES PREVUES AU CONTRAT A LA SOUSCRIPTION, LE CONTRAT A DROIT A UNE VALEUR DE REDUCTION. DANS CE CAS, LA GARANTIE DECES CESSE, LE CONTRAT RESTE EN VIGUEUR POUR LE COMPTE D'ACCUMULATION REDUIT QUI VA CONTINUER A ETRE CREDITE DES INTERETS TECHNIQUES ET DES PARTICIPATIONS AUX BENEFICES FINANCIERS ET ETRE DEBITE DES CHARGES POUR FRAIS GENERAUX ET MARGES.

SUR SIMPLE DEMANDE DU CONTRACTANT, LA COMPAGNIE INDIQUE LE MONTANT DE L'ASSURANCE REDUITE.

**ARTICLE 12 : REMISE EN VIGUEUR**

L'assurance résiliée ou réduite peut être remise en vigueur si le souscripteur en fait la demande, à condition que l'assuré soit en vie, qu'il apporte la preuve à ses propres frais que son état de santé ne s'est pas dégradé entre temps et, que toutes les primes arriérées, augmentées des intérêts de retard et des frais soient payées.

**ARTICLE 13 : RACHAT DU CONTRAT**

En cas de résiliation par le fait du souscripteur, celui-ci retourne le contrat à la compagnie. La compagnie rachète le présent contrat, s'il comporte une clause de contre-assurance, dans les deux mois maximum à compter de ladite résiliation sous peine d'intérêts de retard prévus par l'article 74 du code CIMA, à condition que les primes des deux premières années ou encore que les primes équivalant à 15% des primes dues aient été payées.

La valeur de rachat est égale à la provision mathématique du contrat diminuée d'une indemnité de 5% de cette provision mathématique. Cette indemnité doit être nulle à l'issue d'une période de 10 ans à compter de la date d'effet du contrat.

Cette valeur de rachat peut être communiquée à tout moment au souscripteur sur simple demande.

**ARTICLE 10 : TERMINATION**

IF AT LEAST TWO (2) YEARS PREMIUM OR 15% OF THE TOTAL AMOUNT OF PREMIUMS PROVIDED FOR IN THE POLICY AT SUBSCRIPTION HAS NOT BEEN FULLY PAID THE POLICY WILL BE TERMINATED AND ALL PREMIUMS PAID, RETAINED BY THE COMPANY. THEREUPON COVERAGE SHALL CEASE AND THE CONTRACT SHALL IN PARTICULAR NO LONGER PARTICIPATE IN THE BENEFITS. NO MONEY WILL BE PAID TO THE POLICYHOLDER.

**ARTICLE 11 : REDUCTION**

AFTER PAYMENT OF TWO(2) YEARS PREMIUMS OR 15% OF THE TOTAL AMOUNT OF PREMIUMS PROVIDED FOR IN THE POLICY AT SUBSCRIPTION, THE FOLLOWING WILL APPLY : THE CONTRACT IS ENTITLED TO A REDUCTION VALUE. IN THIS CASE, THE COVERAGE FOR DEATH CEASES, THE CONTRACT REMAINS IN FORCE FOR THE REDUCED ACCUMULATION ACCOUNT, WHICH SHALL CONTINUE TO BE PAID TECHNICAL INTERESTS AND PARTICIPATION IN FINANCIAL DIVIDENDS AND DEBITED OPERATING EXPENSES.

AT THE REQUEST OF THE CONTRACTING PARTY, THE COMPANY SHALL INDICATE THE AMOUNT OF THE REDUCED INSURANCE. AT THE ANNUAL DUE DATE OF THE PREMIUM.

**ARTICLE 12 : REINSTATEMENT**

A terminated or reduced paid up insurance policy may be reinstated at the request of the policyholder, provided the insured is still alive, that he provides proof at his own expense that, his health has not deteriorated in the meantime, and that all arrears of the premiums including interests for delay and the charges are paid.

**ARTICLE 13 : SURRENDER**

In the event of termination by the policyholder, he/she shall return the policy document to the company. The company shall within two months of the said termination, pay the cash surrender value for the present contract, on condition that the premiums for the first two years or premiums equal to 15% of the premiums payable have been paid, failing which the company may be held liable to payment of interest for delayance as stipulated in article 74 of the CIMA code.

The cash surrender value shall be equal to the mathematical reserve of the contract, less an indemnity of 5% of this mathematical reserve. The indemnity must be nil after a period of ten years from the effective date of the contract.

This cash value shall be served the policyholder at all moments at his request.

**ARTICLE 14 : AVANCES SUR CONTRAT**

Dans la limite de la valeur de rachat visée à l'article 13 du présent contrat, la compagnie peut consentir des avances au souscripteur s'il en fait la demande.

Le remboursement des avances se fait moyennant un intérêt, et la modalité de remboursement étant notifiée au contractant en même temps que l'accord de la compagnie.

En cas de résiliation avant le remboursement de toute avance préalablement accordée, le montant de celle-ci est déduit des sommes à payer par l'assureur.

**ARTICLE 15 : PAIEMENT DES SOMMES ASSUREES**

Le règlement du capital garanti a lieu au siège social de la compagnie. Ce paiement est indivisible à l'égard de la compagnie qui règle sur quittance conjointe des intéressés. Toutefois, toutes les primes restant dues à la compagnie, y compris les intérêts s'y rapportant, sont déduits du capital avant le paiement des sommes assurées par la compagnie, le (s) bénéficiaire (s) doivent apporter à ses (leurs) frais, la preuve qu'il(s) a(ont) qualité pour recevoir le paiement du capital garanti.

**a) AU TERME DU CONTRAT EN CAS DE VIE DE L'ASSURE**

1. Formalités : afin de procéder au règlement du capital garanti à l'article 4, la compagnie demande que le contrat lui soit remis, ainsi qu'une fiche individuelle d'état civil de l'assuré.

2. Modalités de paiement : la compagnie paie dans les deux mois qui suivent la remise des pièces prévues au paragraphe 1 ci-dessus.

**b) EN CAS DE DECES DE L'ASSURE**

1. Formalités : afin de procéder au règlement du capital garanti à l'article 4, le bénéficiaire donne les pièces justificatives qui comprennent sauf cas spéciaux, le contrat, un extrait de l'acte de décès et le certificat médical constatant le genre de mort, le rapport médical du médecin traitant.

2. modalités de paiement : la compagnie paie dans les deux mois qui suivent la remise des pièces justificatives jugées satisfaisantes.

**c) EN CAS D'INVALIDITE PERMANENTE TOTALE (IPT) DE L'ASSURE**

1- Formalités : afin de procéder au règlement du capital garanti à l'article 4, devenu exigible après que la preuve de l'état d'I.P.T. ait été apportée, la compagnie demande que le contrat lui soit remis ainsi qu'une fiche d'état civil de l'assuré invalide.

**ARTICLE 14 : POLICY LOANS**

Within the limits of the surrender value referred to in article 13 of the present contract, the company may grant policy loans to the policyholder if he applies for them.

Repayment of the loans shall include interest, the rates and modalities of repayment shall be notified the policyholder at the same time as the approval of the company.

In the event of termination prior to reimbursement of all policy loans previously granted, the sum of the loans shall be deducted from the amount payable by the insurer.

**ARTICLE 15 : PAYMENT OF INSURED AMOUNTS**

Payment of the sum insured shall be made at the head office of the company. Payment shall be indivisible for the company which shall pay on a joint receipt of the interested parties. However, all premiums still owed the company with the attendant interest shall be deducted from the capital prior to payment of the sum insured (capital) by the company, the beneficiary or beneficiaries shall provide at his own cost, proof that he is entitled to receive payment of the insured sum.

**a) AT MATURITY OF THE CONTRACT, IN CASE WHERE THE INSURED IS LIVING**

1- Formalities: In order to pay the sum insured as referred to article 4 above, the company shall request the contract to be returned as well as a personal civil status of the insured.

2- Modalities of payment: Payment shall be made by the company within 2 months after receiving the required documents laid down in paragraph 1 above.

**b) IN CASE OF DEATH OF THE INSURED**

1- Formalities: In order to pay the sum insured in pursuance of article 4, the company shall, except in special cases, request supporting documents including the following : The contract, a copy of death and medical certificates establishing, where possible, the nature of death, a medical report issued by an authorized physician and shall also request that the contract be returned.

2- Modalities of payment: The company shall pay within 2 months of the return of supporting documents.

**c) IN CASE OF PERMANENT AND TOTAL DISABILITY (P.T.D.) OF THE INSURED**

1- Formalities : In order to pay the sum insured in application of article 4, after due proof of permanent and total disability, the company shall request that the contract be returned, as well as civil status of the insured person.

La preuve de l'état d' I.P.T. doit s'établir comme suit :

**1-a) Déclaration du sinistre pouvant engendrer l' I.P.T.**

Dès que l'assuré (ou toute personne intéressée au contrat) a eu connaissance d'un accident ou d'une maladie susceptible d'engager la garantie de la compagnie. Il doit en faire la déclaration dans les meilleurs délais. Cette déclaration, écrite, donnera lieu à la délivrance d'un récépissé de la part de la compagnie. Elle devra, s'il s'agit d'un accident, en indiquer les causes, le lieu, les circonstances et si possible, les noms et adresses des témoins.

**1-b) Questionnaire médical**

A la réception de cette déclaration, la compagnie adresse à l'assuré un questionnaire à faire remplir par son médecin traitant, les frais de l'examen médical étant à la charge de l'assuré. Ce questionnaire dûment rempli, est retourné ensuite au siège de la compagnie, ou si l'assuré désire que les informations fournies restent confidentielles, au médecin conseil de la compagnie, qui ne transmettra que seules les instructions nécessaires à la décision de régler ou non le capital.

Toutefois avant de communiquer sa décision à l'assuré, la compagnie pourra faire procéder à une contre-visite, qui sera effectuée par un de ses médecins et dont elle supportera les frais. Sauf opposition justifiée de sa part, l'assuré devra se soumettre à cet examen ; il pourra cependant exiger que son médecin traitant y assiste. Les horaires de ce dernier étant à sa charge.

**1-c) Procédure en cas de désaccord entre les médecins**

Lorsque les médecins respectifs de l'assuré et de la compagnie sont en désaccord, ils ont la faculté de provoquer une expertise amicale, c'est-à-dire de désigner, d'un commun accord, un médecin expert ayant pour mission de les départager. Ce médecin sera pris sur la liste des experts auprès des tribunaux. A défaut d'une entente sur ce choix, l'expert sera désigné par le tribunal de grande instance du domicile de l'assuré, qui statuera à la requête de la partie la plus diligente. Les honoraires de ce troisième médecin, ainsi que les frais relatifs à sa désignation seront supportés, à part égales, par les deux parties en présence. Celles-ci s'interdiront d'avoir recours à la voie judiciaire tant que l'expertise n'aura eu lieu et de toute manière, durant le délai de six mois qui suivra la nomination de l'expert.

Proof of the state of permanent and total disability shall be established in the following manner :

**a) Declaration of the loss that can cause permanent and total disability upon knowledge by the insured (or any person interested in the contract) of an accident or an illness likely to engage coverage by the company declaration thereof shall be made with the least possible delay. Such a declaration written or oral shall lead to the issuance of a receipt by the company. The declaration shall in the event of an accident indicate the cause, the place, the circumstances, and where possible names and addresses of witnesses.**

**b) Medical questionnaire**

Upon receipt of declaration, the company shall send to the insured a questionnaire to be filled by his medical Doctor. The cost for medical examination being born by the insured. The duly filled questionnaire is then returned to the head office of the company, or if the insured wishes to maintain confidential nature of the information, sent to the medical consultant of the company, who shall issue only the necessary instructions relating to the decision of payment or non payment of the sum insured.

However, prior to communicating his decision to the insured, the company shall have the right to request a second opinion from one of its medical Doctors at its own cost. Except for justified opposition, the insured shall subject himself to such an examination, he may however insist on the presence of his medical Doctor. The fees of whom shall be born by him.

**c) Procedure in case of disagreement between medical Doctors.**

Where the respective medical practitioners of the insured and the company shall disagree, they shall have the right to seek amicable expertise. That is to say, to designate by common accord a medical specialist whose mission shall be to decide between them. The medical specialist shall be chosen from the list of court registered specialist. Default of agreement on the experts, the expert shall be designated by the high court of the area of domicile of the insured which shall decide at the request of the most diligent party. The fee of the third medical practitioner as well as the charges relating to his designation shall be born equally by the two parties concerned. The parties shall not seek legal settlement prior to the expertise, and in any event within a period of six months following the appointment of an expert.

En outre, l'assuré en état d'invalidité sera tenu d'accepter à tout moment la visite des représentants de la compagnie ou du médecin désigné par elle. Son refus, s'il n'est pas justifié, entraînera pour le sinistre en cause, la perte de tous ses droits à la garantie invalidité.

## 2 - Modalités de paiement

a) Si l'I.P.T. est la conséquence d'un accident, la compagnie paie dans les quinze jours qui suivent l'établissement de la preuve de l'I.P.T. jugée satisfaisante.

b) Si l'I.P.T. est la conséquence d'une maladie, la compagnie paie au terme de six mois suivant la date de la preuve de l'I.P.T. à condition toutefois, qu'au terme de ce délai, l'assuré continue d'être présumé définitivement incapable de se livrer à un travail quelconque lui procurant gain et profit. Durant ce délai de six mois, les primes arrivant à échéance restent payables par le contractant.

## ARTICLE 16 : PARTICIPATION AUX BENEFICES-REVALORISATION

Le présent contrat participe aux répartitions d'un Fonds de revalorisation créé à cet effet, pour tous contrats réalisés par la compagnie au Cameroun, et participant à la répartition aux bénéfices conformément à l'article 81 du code CIMA ;

Ce fonds est alimenté à la fin de chaque année :

1. Par une partie au moins égale à 90% des bénéfices de mortalités et de gestion des contrats réalisés au Cameroun après imputation s'il y a lieu, du solde débiteur des exercices précédents ;

2. Par au moins 85% des bénéfices d'intérêts et des bénéfices sur réalisation de valeurs.

Le fonds ainsi constitué est en plus productif d'intérêts à un taux au moins égal au taux le plus faible des tarifs d'assurances revalorisables.

Le conseil d'administration de la compagnie ayant statué sur les comptes d'un exercice, les montants à prélever du fonds aux fins de la répartition des bénéfices sont fixés par ledit conseil d'administration et répartis à la fin de l'exercice d'attribution, entre tous les contrats en cours au 31 décembre, depuis au moins dix huit (18) mois, et dont toutes les primes échues sont payées.

In addition the insured in a state of disability shall accept at all moments the visit of representatives of the company or medical practitioner(s) designated. Any unjustified refusal on his part shall be liable for the loss concerned. And will lose all his rights to disability coverage.

## 2- Modalities of payment :

a) If the permanent and total disability is as result of an accident, the company shall pay within fifteen days of proof of permanent and total disability.

b) If the permanent and total disability is as result of sickness, the company shall pay at the expiry of the six months following the date of establishment of proof of permanent and total disability, provided that, at the expiry, the insured shall continue to be presumed definitely incapable of engaging in any gainful or profitable business. During the six months, premiums reaching their due date shall still be payable by the policyholder.

## ARTICLE 16 : DISTRIBUTION OF PROFITS-REVALUATION

The present contract shall participate in the distribution of a revaluation fund set up to this effect, for all contracts drawn up by the company in Cameroon and participating in the distribution of profits in conformity with article 81 of the CIMA code.

This fund shall be funded at the end of each year :

1- By at least 90% of the profits for mortality and management of contracts drawn up in Cameroon after deduction of the debit balance of the preceding financial years where applicable.

2- By at least 85% of the profit from interest and securities.

The fund thus built up shall in addition generate interest at a rate at least equal to the lowest revaluable insurance rate.

Following the approval of the Board of Directors on the accounts of the financial year, the amounts to be withdrawn from the fund as profits for distribution shall be fixed by the said Board of Directors and distributed at the end of the said financial year to all contracts in force for at least 18 months at 31 December and for which all due premiums have been paid.

L'affectation des bénéfices qui tient compte de la catégorie des contrats, est faite proportionnellement à la provision mathématique de chaque contrat sauf disposition contraire du conseil d'administration de la compagnie.

Les bénéfices sont attribués au contrat sous forme d'un bonus qui vient en augmentation du capital assuré.

#### ARTICLE 17 : MODIFICATION DU CONTRAT

Le contractant peut demander une modification du contrat un mois avant chaque renouvellement annuel, telles que l'augmentation ou la réduction de la prime et/ou du capital décès du contrat. En cas d'augmentation du capital décès, la visite médicale pourrait être exigée.

#### ARTICLE 18 : REGLEMENT DU CONTRAT

Quelque soit le montant du capital acquis au terme du contrat ou lors de l'événement qui donne droit à son versement, le bénéficiaire aura le choix entre les options suivantes :

1. Percevoir le montant du capital constitué ;
2. Percevoir une rente viagère immédiate, payable à terme échu, éventuellement réversible sur la tête d'une tierce personne. Dans ce cas, l'assuré devra en aviser la société, six mois avant le début du paiement de la rente ;
3. Percevoir une rente certaine c'est-à-dire, un nombre déterminé d'annuités.

Dans les deux derniers cas le compte d'accumulation continue de participer aux bénéfices, ce qui revalorisera la rente.

#### ARTICLE 19 : INDEXATION

Afin de prévoir une revalorisation du capital décès/IPT indiquée aux conditions particulières ainsi que la retraite acquise en relation avec les facteurs économiques, les primes peuvent subir au début de chaque année d'assurance à la demande de l'assuré, une augmentation proportionnelle à un taux dit le taux d'indexation fixé dans les conditions particulières. Les primes sont demandées en milliers de francs supérieurs.

L'indexation du capital décès et celle de la prime sont liées. En cas de refus de cette dernière, le capital décès n'est pas revalorisé.

The distribution of profits which takes into account the various categories of contracts shall be made in proportion to the mathematical reserve of each contract except otherwise provided by the board of directors of the company. Profits shall be attributed to the contract in the form of a bonus which increases the sum insured (capital).

#### ARTICLE 17 : MODIFICATION OF THE CONTRACT

The policyholder may request a modification of the contract one month prior to each annual renewal, such as increase or reduce his/her premiums and/or death capital of the contract. In the event of increase of sum insured (capital), a medical examination may be required.

#### ARTICLE 18 : PAYMENT OF THE ASSURED AMOUNT

Whatever the amount of capital acquired at maturity of the contract or in the event of an occurrence that leads to payment thereof, the beneficiary shall have a choice of the following options :

- 1- Receive total amount of capital set up ;
- 2- Receive immediate life annuities payable at due date of maturity subsequently reversible to a third party. In this event, the insured shall inform the company six months prior to the payment of the annuity.
- 3- Receive fixed annuities that is to say a determined number of annuities in the first two cases, the accumulations account shall continue to profit from the dividends thereby revaluating the annuity.

#### ARTICLE 19 : INDEXATION

In view of a revaluation of death /permanent and total disability, capital laid down under special conditions as well as retirement acquired in relation with economic factors, premiums may at the beginning of each insurance year at the request of the insured, be subjected to a proportional increase to a rate said to be an indexation rate determined under special provisions. Premiums shall be modified in thousands of francs and above.

Indexation of death benefit and that of the premium are interrelated. In the event of refusal by the latter, the death benefit shall not be revalued.



#### **ARTICLE 20 : CESSION-CONSTITUTION DE GAGE-TRANSFERT**

Moyennant le consentement par écrit de l'assuré et conformément à la législation en vigueur, le présent contrat d'assurance peut être cédé à un tiers, faire l'objet d'un gage ou d'un transfert, à condition que la compagnie en soit informée et qu'elle le constate par avenant dûment signé.

#### **ARTICLE 21 : REMBOURSEMENT DE LA PROVISION MATHEMATIQUE**

Dans le cas de réticence ou fausse déclaration mentionné à l'article 18 du code CIMA, dans le cas où l'assuré s'est donné volontairement et consciemment la mort moins de deux ans après la souscription du contrat ou lorsque le contrat exclut la garantie décès en raison de la cause de celui-ci, l'assureur verse au contractant ou, en cas de décès de l'assuré, au bénéficiaire une somme égale à la provision mathématique du contrat. Article 67 code CIMA.

#### **ARTICLE 22 : DECHEANCE - PRESCRIPTION**

Toutes actions dérivant du présent contrat sont prescrites par deux ans si le bénéficiaire en est aussi le souscripteur. Sinon, elles se prescrivent par cinq ans conformément aux dispositions des articles 28 et 29 du code CIMA.

#### **ARTICLE 20 : ASSIGNMENT-CONSTITUTION OF SECURITY TRANSFERT**

This insurance policy may be assigned to a third party, used as security or transferred, provided, there is a written approval of the insured and in accordance with the laws in force and provided the company is notified and establishes a duly signed endorsement.

#### **ARTICLE 21 : REIMBURSEMENT OF MATHEMATICAL RESERVE**

In the case of reticence of the insured or policy holder, or in case of intentional misrepresentation referred in article 18 of the Cima Code, or where the insured shall voluntarily commit suicide before two years of subscription of the policy, or where the contract shall exclude the death coverage due to the above, the insurer shall pay to the policy holder, or in case of death of the insured, to the beneficiary, an amount equal to the mathematical reserve of the contract. Article 67 code CIMA.

#### **ARTICLE 22 : LIMITATION**

All actions resulting from the present policy shall be limited to two years where the beneficiary of the present insurance policy shall also be the policyholder. Otherwise, the actions shall be subjected to limitation period of five years in accordance with the provisions of articles 28 and 29 of the CIMA CODE.



**SAHAM**  
Life Insurance | Cameroon

member of  Sanlam group

### SIÈGE SOCIAL

Boulevard de la Liberté - Akwa BP 267 Douala  
Tél: (237) 233 43 09 04 / Fax : 233 43 12 37

#### AGENCE DE DOUALA I

Boulevard de la liberté,  
Akwa BP 267 Douala  
Tél: (237) 233 43 09 04  
Fax : (237) 233 43 12 37

#### AGENCE DE DOUALA II

Feu Rouge Bessengue,  
Deido / BP 267 Douala  
Tél: (237) 222 23 60 42

#### AGENCE DE DOUALA III

Feu Rouge Bessengue,  
Deido / BP 267 Douala  
Tél : (237) 233 41 48 95

#### AGENCE DE YAOUNDE I

Montée Camair - Immeuble Binam  
face Camair-co  
BP 12 187 Yaoundé  
Tél: (237) 222 22 26 32

#### AGENCE DE YAOUNDE II

Immeuble Afrique Construction  
Mvog -Bi / BP 12 187 Yaoundé  
Tél: (237) 222 22 26 32

#### AGENCE DE YAOUNDE III

Immeuble Beaulieu - Ancien SHO  
BP 12 187 Yaoundé  
Tél: (237) 222 77 14 04

#### AGENCE DE YAOUNDE IV

Immeuble Beaulieu - Ancien SHO  
BP 12 187 Yaoundé  
Tél: (237) 222 77 14 05

#### AGENCE DEBERTOUA

Quartier Mokolo  
B.P. 611 Bertoua  
Tél. : (237) 222 24 15 30

#### BAMENDA AGENCY

Sonac street  
P.O.Box 129 Bamenda  
Tél. : (237) 233 36 30 52

#### AGENCE DEBAFOUSSAM

Ancien Imm. Foot Pools  
BP 208 Bafoussam  
Tél. : (237) 233 44 23 34